

TRANSITIONS

Trimestriel • Iles de Paix • Rue du Marché 37 • 4500 Huy

N° 124 • SEPTEMBRE 2019

DOSSIER

UNE DÉCENNIE POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE

› ECMS
C'est la rentrée !

› SÉCURITÉ
Un nouveau plan de contingence pour Iles de Paix



Iles
de
Paix

Chères amies, Chers amis,

Et oui, la rentrée est déjà là... après une trêve estivale ?

Bien sûr, les équipes d'Iles de Paix ont profité de l'été pour se reposer et recharger leurs batteries. Mais cette période fut aussi l'occasion de poursuivre nos différentes activités : missions d'enseignants en Tanzanie et de bénévoles au Pérou, finalisation de nouveaux outils pédagogiques que nous vous présentons dans ce Transitions, élaboration du nouveau baromètre des agricultures familiales, préparation de la prochaine campagne d'Iles de Paix, etc.

L'actualité n'était pas en reste également. Nous avons tout d'abord été interpellés par un rapport de l'ONU sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui affirme que la faim augmente encore dans le monde. Comme le souligne la Coalition contre la Faim, dont Iles de Paix fait partie, ce constat est alarmant et paradoxal car la production alimentaire est largement suffisante pour nourrir la planète, mais la grande majorité de femmes et des hommes touchés par l'insécurité alimentaire sont les paysannes et paysans, ceux-là même qui nourrissent la planète. Au mois d'août, les experts du GIEC ont publié un rapport spécial sur les interactions entre le changement climatique et l'usage des terres. Ils affirment une fois de plus qu'un changement de paradigme est indispensable : les activités humaines mettent une pression démesurée sur la terre, et cette pression est

accentuée par le réchauffement climatique. Les incendies de l'été dans la forêt amazonienne illustrent dramatiquement cette réalité. Le GIEC insiste en particulier sur des solutions naturelles, telles que l'agroécologie, qui peuvent permettre l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Enfin en Belgique, notons que 100 jours après les élections régionales et fédérales, nous sommes toujours en attente d'un Gouvernement au niveau national. L'issue des négociations pourrait avoir des impacts non négligeables sur la coopération au développement, et donc (in)directement sur Iles de Paix.

Ces différentes actualités pourraient nous déstabiliser, nous insécuriser. Mais Iles de Paix a choisi sereinement et depuis longtemps le type d'agriculture qu'elle souhaite soutenir auprès de ses bénéficiaires. Un modèle plus respectueux de la terre, tenant compte et renforçant les ressources propres des familles appuyées, permettant d'améliorer leurs conditions de vie et de renforcer leur résilience face aux aléas rencontrés sur leur chemin. En ce sens, nous ne pouvons qu'apprécier et saluer la déclaration de la décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale lancée en mai 2019, sur laquelle nous comptons pour valoriser cette forme d'agriculture ; nous vous en parlons dans le dossier de cette édition.

Enfin, je souhaite terminer cet éditto en remerciant et saluant le travail de Laurence Albert, qui fut directrice de l'association depuis 2011 et nous quitte à présent. Laurence, par son enthousiasme et ses compétences, a largement contribué à faire d'Iles de Paix ce qu'elle est aujourd'hui : une ONG qui mène sa mission avec conviction, professionnalisme et crédibilité. Merci Laurence, et bonne continuation à toi dans la poursuite de tes projets !

Freddy Meurs

Président du conseil d'administration

SOMMAIRE

- 3 **Sécurité : comment fonctionnent les projets d'Iles de Paix en cas de crise sécuritaire ou sanitaire ?**
- 6 **Dossier : Décennie de l'agriculture familiale et droits de paysans (ONU)**
- 12 **Un nouveau partenaire pour la logistique de la campagne Iles de Paix**
- 14 **Outils pédagogiques**

BELGIQUE > Pour faire un don

Banque de la Poste BE97 0000 0000 4949
BNP Paribas Fortis BE04 2400 2962 6531
CBC BE30 1963 6001 1111

Déduction fiscale à partir de 40 euros par an
(45 % du montant total des dons)

GD LUXEMBOURG > Pour faire un don

Don via Digicash | CCPL LU61 1111 0227 5355 0000



Communication :
« Iles de Paix Luxembourg »

Déduction fiscale à partir
de 120 euros par an

Iles de Paix Luxembourg - 202, rte de Luxembourg
L-7241 Bereldange - Tél. : +352 621 815 458
info@ilesdepaix.lu - ilesdepaix.lu



REJOIGNEZ-NOUS
SUR FACEBOOK

124 • Septembre 2019

ÉDITEUR RESPONSABLE > Freddy Meurs - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

ILS ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO > Freddy Meurs, Frédéric Van Vlodorp, Amélie Bodson, Magali Verstraeten, Olivier Genard, Florence Lagravere, Yves Reichling, François Grenade, Terry Roiseux, Thaïssa Heuschen, Jeanne Maekelbergh, Pascaline Lits, Kathia Morano et Olivier Detournaij.

GRAPHISME > www.yellowstudio.be

ÉDITEUR > Iles de Paix Belgique - Rue du Marché, 37 - B-4500 Huy
Tél. : 085 23 02 54 - info@ilesdepaix.org - www.ilesdepaix.org
RPM : 408.908.151

IMPRESSION > Van Ruys Printing.
Transitions est imprimé sur du papier recyclé.



Belgique
partenaire du développement

Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale
de la coopération au développement belge (DGD)



SÉCURITÉ :

COMMENT FONCTIONNENT LES PROJETS D'ILES DE PAIX EN CAS DE CRISE SÉCURITAIRE OU SANITAIRE ?

DES OUTILS DE SÉCURITÉ POUR ANTICIPER ET GÉRER LES CRISES POTENTIELLES

La vie n'est jamais un long fleuve tranquille, a fortiori dans des pays moins favorisés. Si la stabilité politique fait partie des critères de choix quand Iles de Paix sélectionne un pays d'intervention, la situation est évidemment toujours susceptible d'évoluer au fil du temps. Ce cas de figure se présente actuellement dans deux pays (lire ci-dessous). Au Burkina Faso, des groupes à caractère islamiste mènent des actions d'intimidation et de violence. On se souvient aussi d'un enlèvement qui a coûté la vie à un guide proche d'Iles de Paix, à la frontière du Bénin et du Burkina Faso. En Ouganda, des craintes existent en raison de la propagation du virus d'Ebola dans la région frontalière voisine au Congo.

« Nous n'avons jamais été confrontés à ce type de situation » souligne Stéphanie Laloux, responsable administrative pour les aspects transversaux chez Iles de Paix. « Nous sommes évidemment préoccupés par la sécurité de notre personnel, de nos partenaires et de nos bénéficiaires. »

Gérer les risques de manière proactive et être préparé aux crises permet aux équipes de travailler dans des conditions de sécurité. Cette approche prolonge aussi le maintien des programmes de développement en faveur des familles. Elle est indispensable même si l'organisation n'a pas vocation à intervenir dans des situations de crises humanitaires.

Au-delà des documents existants valables pour les situations de stabilité, Iles de Paix s'est donc attelée à un travail de fond pour s'outiller. L'objectif était de rédiger une procédure de gestion de crise générale qui fixe le mode de fonctionnement global, avec une déclinaison selon les pays et les types de crises (sécuritaire, sanitaire, catastrophes naturelles, etc.). Ce chantier d'envergure a été mené par les équipes d'Iles de Paix basées à Huy, mais aussi dans les pays concernés. Il a fait appel à des ressources multiples, élargies en interne (membre de l'assemblée générale par exemple) et en externe (autres ONG, autorités, etc.).

Au final, le document de procédure comporte deux volets : la politique de gestion de crises et un manuel de sécurité.

« *Le premier*, explique Stéphanie Laloux, *définit l'approche et les principes généraux de l'organisation en matière de sécurité. Il comprend notamment les procédures et canevas qui permettent d'expliquer la combinaison de mesures prises pour contrer un risque* ». Ces mesures peuvent être prises au niveau du terrain, via la réalisation de plans de sécurité, voire davantage au niveau du siège à Huy ; la mise en place d'une cellule de gestion de crise viserait à coordonner la réaction à adopter en cas d'incident impliquant Iles de Paix sur le terrain.

La seconde partie constitue un manuel de sécurité, reprenant les procédures et conseils sécuritaires génériques adaptés aux expatriés, aux équipes locales et aux personnes en mission temporaire sur le terrain.

Iles de Paix a donc encore gagné en professionnalisme, en espérant cette fois que ces nouveaux outils seront utilisés le moins possible !

EN OUGANDA, LA MENACE S'APPELLE EBOLA



C'est à l'été 2018 que la crise d'Ebola s'est déclarée dans l'est de la République démocratique du Congo, à une centaine de kilomètres à vol d'oiseau des zones d'intervention d'Iles de Paix.

« Même si nous n'étions et ne sommes toujours pas affectés, nous avons considéré qu'il était préférable d'anticiper une éventuelle dégradation de la situation »

souligne Denis Hees, directeur d'Iles de Paix en Ouganda. « *Ce n'est pas dans les situations d'urgence qu'on prend les meilleures décisions.* »

Les équipes de terrain en Ouganda et du siège à Huy ont donc travaillé de concert, en échangeant avec les autres ONG. Cet exercice fut aussi une réflexion sur le rôle de prévention auprès des bénéficiaires. Au final, il ressort une définition d'une échelle de risques de 1 à 5 sur base de critères objectifs en mesurant l'éventuel impact sur les activités d'Iles de Paix. « *Nous sommes actuellement au grade 2, c'est-à-dire un niveau de vigilance. Le nombre de cas progresse en RDC où l'épidémie reste difficile à gérer, compte tenu du contexte d'insécurité. Des centres de traitement ont même été attaqués. Il existe aussi beaucoup d'échanges entre les deux pays. D'ailleurs, trois cas de maladie ont été détectés à la frontière il y a quelques mois. Ce fut rassurant que le système de contrôle et la communication du Ministère de la Santé aient bien fonctionné.* »

Dans ces circonstances, l'existence du plan de contingence d'Iles de Paix s'est aussi révélée utile, apportant un sentiment empreint de sécurité. C'est d'autant plus vrai que cet outil a été partagé avec les équipes de terrain, avec les partenaires locaux et avec les bénéficiaires. « *Nos activités ne sont pas perturbées* » constate Denis Hees. « *Nous avons simplement conscience d'un risque potentiel. Chaque semaine, nous dressons un point de la situation sur base des critères établis. Nous disposons de sources d'informations fiables, notamment pour faire face à de rumeurs colportées sur les réseaux sociaux.* »

Iles de Paix a aussi contacté les « task forces » nationales afin de disposer et de partager les réponses à un certain nombre de questions : qu'est-ce qu'Ebola, comment ce virus se transmet-il, quels sont les signes avant-coureurs, etc. Cette épidémie est aussi l'occasion de rappeler quelques mesures utiles comme se laver les mains.



Au-delà de la réalisation du plan de contingence, cette crise met encore la lumière sur un autre apport d'Iles de Paix sur le terrain : la culture de la prévoyance. Cette approche, appréciée sur le terrain, a ainsi permis de renforcer les capacités des partenaires locaux. De quoi transformer une contrainte en opportunité...

AU BURKINA FASO, L'INSÉCURITÉ APPELLE À LA VIGILANCE

« Nous devons vivre avec une situation qui nous est imposée. » Abdoulaye Traore est le directeur Iles de Paix au Burkina Faso. Avec son équipe, il est donc en première ligne pour faire face à un contexte nouveau, bousculé par des actions de nature terroriste menées par des groupes islamistes. « Heureusement, rassure-t-il, il n'y a presque pas eu d'incidents majeurs dans notre zone d'intervention. Un groupe armé est cependant un jour arrivé jusque dans un des villages où Iles de Paix est présent afin d'effrayer les habitants. »

Cette opération a inquiété les familles mais la vie a repris normalement. Après une brève interruption, les animateurs Iles de Paix ont relancé leurs activités. La vigilance reste évidemment de mise. Avant de se déplacer, ils prennent un contact pour s'assurer que tout est calme. Les activités ont lieu davantage en mode individuel que collectif. Seule la diffusion de la vidéo de sensibilisation dans les écoles a connu un changement ; elle a lieu en journée et non plus en soirée. De manière générale, le personnel d'Iles de Paix quitte les villages plus tôt.

L'état d'urgence décrété par les autorités comprend aussi un couvre-feu. Les forces de sécurité sont davantage présentes et les contrôles se sont multipliés.

**« Tout le monde est plus attentif,
se tenant à l'écoute de
ce qui se dit et se fait »**

constate Abdoulaye Traore. Les activités d'Iles de Paix ne sont donc guère perturbées mais risquent-elles d'être menacées ? « Il n'y a pas de messages clairs de la part de ces groupes. Ils s'attaquent aux symboles de l'Etat, notamment l'éducation. Cependant notre travail est neutre et vise principalement à améliorer l'alimentation des populations. »

Un aspect de l'action Iles de Paix pourrait toutefois déplaire aux principes de ces groupes : le travail des femmes. Des rumeurs rapportent aussi que la traction animale dans le secteur agricole serait mal perçue.

Dans ce contexte, il est évident que le plan de contingence élaboré avec le siège d'Iles de Paix est essentiel. « C'est un outil important pour nous » souligne Abdoulaye Traore. « A tout moment, il convient en effet de savoir ce qu'il faut faire, qui doit décider quand et quoi. »

Cette démarche a aussi généré des échanges accrus avec les autorités, la population, etc. Il est effectivement capital d'être bien informé et de recouper les données. « L'équipe d'Iles de Paix et ses partenaires sont donc vigilants. Nous parlons entre nous de la situation mais nous avons donc jusqu'à présent uniquement procédé à des ajustements » conclut Abdoulaye Traore. •

UNE DÉCENNIE POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE



DE L'ANNÉE INTERNATIONALE À LA DÉCENNIE POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE



Décennie des
Nations Unies pour
**L'AGRICULTURE
FAMILIALE**
2019-2028



2014 avait été proclamée « *année internationale de l'agriculture familiale* » par l'Assemblée générale des Nations Unies, permettant de mettre en évidence que soutenir l'agriculture familiale et les petites exploitations constitue une voie majeure pour assurer la sécurité alimentaire, lutter contre la pauvreté et contribuer à l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement.

Tout au long de l'année 2014, des acteurs de tous ordres – organismes des Nations Unies, gouvernements, organisations de producteurs et issues de la société civile, universités et instituts de recherche, acteurs du secteur privé – ont conjugué leurs efforts et mené de multiples actions, qui ont permis de donner une véritable reconnaissance à l'agriculture familiale, de mieux connaître et mieux faire connaître les exploitations familiales, d'accroître la compréhension des difficultés et des enjeux auxquels elles sont confrontées, d'instaurer un contexte politique et institutionnel plus favorable au développement et à la mise en œuvre des mesures qui s'imposent pour que l'agriculture familiale puisse atteindre son plein potentiel.

Cette année internationale 2014 a installé un terreau fertile et planté les graines d'un soutien plus important et plus approprié à l'agriculture familiale. Mais le chemin à parcourir est important, et les efforts amorcés vont être amplifiés dans le cadre de la *décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale*, qui vient d'être lancée en mai 2019 et qui se déroulera jusqu'en 2028. Cette décennie constitue une réelle opportunité pour valoriser cette forme d'agriculture, centrale, majoritaire et fondamentale pour réaliser les Objectifs du Développement Durable (ODD). Elle constitue une excellente nouvelle pour les familles d'agriculteurs appuyées par les de Paix et les actions développées pour les soutenir, car elles vont pouvoir s'inscrire dans un contexte favorable.

L'AGRICULTURE FAMILIALE COMME RÉPONSE À L'ÉCHEC DU SYSTÈME ALIMENTAIRE ET VOIE D'AVENIR POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

LES LIMITES DE NOTRE SYSTÈME ALIMENTAIRE

Le système alimentaire agro-industriel qui s'est progressivement imposé dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale a permis des avancées positives sur plusieurs plans : développement de l'offre alimentaire et de son accessibilité, réduction de la pénibilité du travail des producteurs dans nos pays, etc. Mais alors même qu'il permet aujourd'hui de produire suffisamment de nourriture pour tous, le système alimentaire échoue sur de nombreux plans.

Le premier de ses échecs – et le plus emblématique – est que le système alimentaire échoue à nourrir l'humanité et qu'il maintient une part significative de la population mondiale dans une situation d'insécurité alimentaire. La faim dans le monde est aujourd'hui toujours une réalité, avec plus de 820 millions de personnes touchées par la sous-alimentation et quelque 2 milliards de personnes en situation d'insécurité alimentaire. On observe même depuis 3 ans une reprise à la hausse de la prévalence de la malnutrition, alors même qu'elle baissait depuis plus d'une décennie. En parallèle, les maladies liées à l'alimentation ne cessent d'augmenter, tout comme la prévalence de l'obésité qui est en croissance partout dans le monde.

L'agriculture échoue également largement sur le plan social, ne permettant pas aux producteurs de vivre dignement de leur activité. Les liens entre agriculture et pauvreté sont très étroits : 75% des individus pauvres dans le monde vivent en milieu rural et dépendent de l'agriculture pour leur subsistance.

L'agriculture affecte aussi de manière significative l'environnement. Le système alimentaire est en grande partie responsable de la déforestation, des pénuries d'eau, de la perte de biodiversité, de l'appauvrissement des sols, de niveaux élevés d'émissions de gaz à effet de serre. De nos jours, cinq des neuf limites planétaires sont déjà dépassées, et l'agriculture joue un rôle très

important dans ces dépassements. Elle intervient en effet pour 24% dans les changements climatiques, 80% sur l'intégrité de la biosphère, 80% sur le changement d'affectation des terres, 84% sur l'usage d'eau douce, 85% pour le cycle de l'azote et 90% pour le cycle du phosphore (pour les productions d'engrais)¹.

LE PARADOXE DE LA FAIM

Bien que notre planète possède toutes les ressources nécessaires pour pouvoir produire suffisamment de nourriture pour nourrir l'humanité, 1 personne sur 9 souffre de la faim.

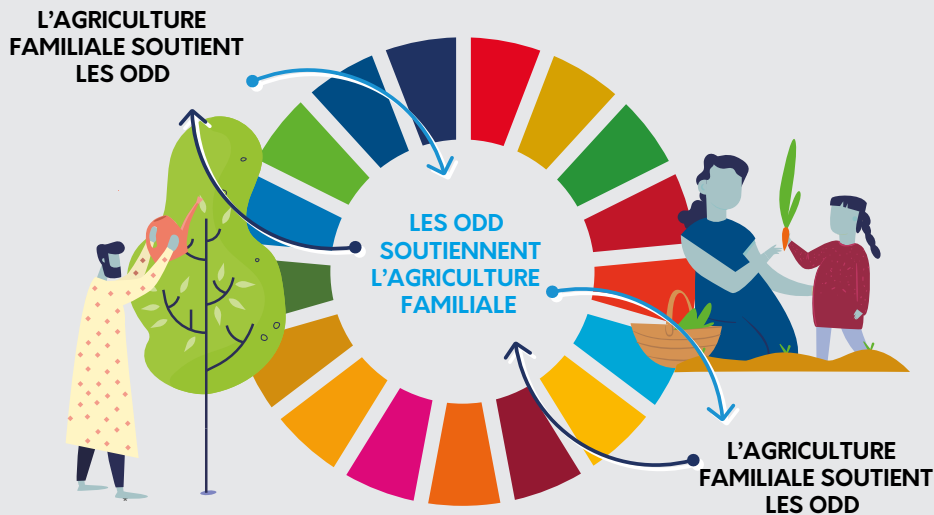
Lorsqu'on observe quelles sont les personnes les plus vulnérables à la sous-alimentation, on se rend compte qu'il s'agit à 80% d'agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs ainsi que leurs familles. Cela illustre un paradoxe : produire de la nourriture et ne pas pouvoir se nourrir convenablement.

Si la faim est un problème de pauvreté, les origines de ce paradoxe sont nombreuses et interconnectées. Pour en décrypter les causes, Iles de Paix propose, avec SOS Faim, une vidéo d'animation retraçant les impacts que peuvent avoir certaines politiques économiques, agricoles et énergétiques sur la situation de la faim chez les petits producteurs.

Cette vidéo sera disponible sur Youtube en octobre 2019.



¹ Pour plus d'information, voir « le baromètre des agricultures familiales 2018 » publié par Iles de Paix, SOS Faim et Autre Terre et disponible dans la section « agriculture familiale » du site d'Iles de Paix, www.ilesdepaix.org



L'AGRICULTURE FAMILIALE COMME VOIE DE SOLUTION

L'agriculture familiale peut répondre à de nombreux défis auxquels est confrontée l'humanité. Elle constitue un acteur clé pour l'instauration d'un développement durable.

Les agriculteurs familiaux fournissent ainsi des aliments sains et diversifiés, disponibles localement. Ils ont la capacité de réduire la malnutrition dans le monde, mais également de freiner l'expansion de l'obésité en mettant à disposition une alimentation de qualité.

Les agriculteurs familiaux sont ceux qui déjà aujourd'hui produisent la majeure partie de la nourriture dans le monde. Mais ils font bien plus que simplement produire des denrées alimentaires :

- Les agriculteurs familiaux créent des débouchés professionnels, générant des emplois agricoles et non agricoles et dynamisant les économies rurales. Ils ont la capacité d'instaurer un système alimentaire plus inclusif, permettant globalement aux différents acteurs du système alimentaire d'améliorer leurs conditions de vie.
- Les agriculteurs familiaux sont les gardiens de la biodiversité et de l'environnement. Ils conservent et renforcent les écosystèmes, et façonnent les paysages.
- Les agriculteurs familiaux sont particulièrement exposés aux effets des changements climatiques. Mais en recourant à des pratiques de production durable, ils augmentent la résilience aux changements climatiques et atténuent la contribution – actuellement importante – de l'agriculture à la génération de ceux-ci.

Soutenir les agriculteurs familiaux au travers de politiques et d'actions pertinentes et adaptées permettra donc, par effet de ricochet, d'apporter une réponse à de nombreux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auquel est confronté notre monde.

« L'agriculture familiale est fondamentale pour le développement durable à bien des égards, y compris l'éradication de la pauvreté, de la faim et de toutes les formes de malnutrition, ainsi que la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité. », José Graziano da Silva, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

VOUS AVEZ DIT « AGRICULTURE FAMILIALE » ?

Pour les Nations Unies, l'agriculture est un « moyen d'organiser la production agricole, forestière, halieutique, pastorale et aquacole qui est gérée et conduite par une famille et repose principalement sur le travail familial, tant celui des femmes que celui des hommes. Exploitations agricoles et familles évoluent l'une avec l'autre et l'une par l'autre. Elles combinent des fonctions économiques, environnementales, sociales et culturelles. »

Il n'y a pas une agriculture familiale mais des agricultures familiales, tant leur diversité de par le monde est importante, reflet de la diversité des contextes locaux dans lesquelles elles s'inscrivent.

Il y a plus de 600 millions de fermes dans le monde, et plus de 90% des fermes sont gérées par un individu ou une famille. Elles comptent essentiellement sur la main-d'œuvre familiale.

On estime que ces fermes familiales occupent environ 70 à 80% de toutes les terres agricoles et qu'elles produisent, en valeur, plus de 80% de la nourriture mondiale.

Les femmes accomplissent quasiment 50% des travaux agricoles mais ne détiennent que 15% des terres cultivées.

UN PLAN D'ACTION GLOBAL EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

Permettre à l'agriculture familiale d'atteindre son plein potentiel nécessite d'aborder dans une perspective holistique les problématiques auxquelles elle est confrontée. La mise en place d'un vaste ensemble de mesures interdépendantes est indispensable pour modifier en profondeur le système alimentaire mondial, ce qui se reflète parfaitement dans le plan d'action global en faveur de l'agriculture familiale qui a été proposé pour la décennie 2019-2028. Ce sont ainsi 28 changements fondamentaux dans 7 domaines qui sont visés, et quelque 130 actions sont proposées pour atteindre ces changements. Il s'agit de propositions d'actions indicatives, qu'il appartient à chaque pays et à chaque région d'adapter à ses réalités particulières. Mais elles reflètent l'ampleur et le caractère global des changements qui s'avèrent nécessaires.

Ce plan d'action global a été élaboré au terme d'une large consultation organisée au niveau mondial par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et par le Fonds international de développement agricole (FIDA), les deux organismes onusiens qui sont en charge du pilotage de la décennie. Cette consultation a été largement alimentée par les organisations paysannes et de la société civile, notamment via la mobilisation du Forum rural mondial, reflétant l'intérêt et les espoirs qu'elles nourrissent par rapport à cette décennie pour l'agriculture familiale.

Parmi ce plan d'action global, plusieurs lignes de force retiennent particulièrement notre attention. Il est réjouissant de constater qu'elles s'inscrivent en cohérence avec certains des fondamentaux qui inspirent l'approche d'Iles de Paix depuis de nombreuses années.

LES AGRICULTEURS FAMILIAUX AU CŒUR DU CHANGEMENT

On trouve ainsi en ligne de fond dans l'ensemble du plan d'action global de la décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale une volonté forte de positionner les agriculteurs au cœur du changement : c'est par et autour des agriculteurs familiaux que doit être construit le système alimentaire, et ce en recourant à des mécanismes de gouvernance inclusive.

On se retrouve loin des approches anciennes et paternalistes « d'experts qui savent et pensent pour les agriculteurs familiaux », mais plutôt dans une approche basée sur le dialogue, le renforcement et la valorisation des savoirs et de la vision des agriculteurs familiaux. Les exploitations familiales de par le monde sont extrêmement diversifiées, et des politiques générales ne pourront que se révéler inadaptées. Les interventions doivent plutôt être développées en parfaite symbiose avec les spécificités du contexte local, ce que les agriculteurs familiaux sont le plus à même de faire. Ceux-ci doivent donc occuper une place de choix dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des différentes actions à développer.





Dans le même esprit, une attention importante est accordée à la formation et au renforcement des capacités des agriculteurs familiaux et de leurs organisations collectives, et particulièrement au renforcement de leurs capacités d'innovation. Les échanges directs entre pairs sont perçus comme les processus d'apprentissage les plus efficaces. Echanges d'expériences entre producteurs, voyages découvertes, recherche-action, école aux champs, parrainage entre producteurs, etc. : ce sont autant de méthodes mises en avant pour soutenir l'essor de l'agriculture durable, en mettant les agriculteurs au cœur de leur propre changement. Elles occupent une place centrale dans les interventions d'Iles de Paix.

UNE ATTENTION PARTICULIÈRE POUR LES FEMMES ET LES JEUNES

Le plan d'action global de la décennie pour l'agriculture familiale cherche à promouvoir l'égalité des sexes dans l'agriculture familiale et le rôle de leadership des femmes rurales.

Dans la plupart des pays, les femmes vivant en milieu rural n'ont en effet bien souvent qu'un accès limité aux ressources : terre, formation, équipements, crédit,... Elles sont les plus touchées par la pauvreté et l'insécurité

alimentaire, et ne sont que faiblement reconnues pour leur rôle social et économique. Les femmes assurent pourtant une part importante des travaux agricoles ; leur rôle est central au niveau de la gestion des ressources naturelles, la transformation et la commercialisation des denrées alimentaires, les soins aux enfants et aux personnes âgées, l'alimentation de leur famille, etc.

Les femmes jouent un rôle essentiel dans le système alimentaire et plus largement dans la vie de leur famille et de leur communauté, et les approches permettant de combler les écarts entre les sexes en milieu rural figurent parmi les approches les plus efficaces permettant de lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les campagnes.

Il est par ailleurs réjouissant d'observer qu'un pan entier du plan d'action global pour l'agriculture familiale s'intéresse à l'insertion des jeunes dans l'agriculture et à la transmission intergénérationnelle des savoirs et des exploitations. La durabilité de l'agriculture familiale dépend en effet du renouvellement générationnel dans les exploitations, alors que partout dans le monde on observe un vieillissement des agriculteurs et un désintérêt des jeunes pour cette activité. Redorer le blason de l'agriculture, réduire les freins à l'entrée pour les jeunes souhaitant se lancer en facilitant l'accès aux ressources (terre, formation, équipements), mettre en place une protection sociale pour les agriculteurs âgés, donner la parole aux jeunes et améliorer leur capacité d'action collective, etc. : ce sont autant d'axes d'action pour que les jeunes s'investissent dans l'agriculture.

De même, des dispositifs favorisant l'apprentissage entre générations sont à développer, afin que les jeunes puissent apprendre de leurs aînés mais également qu'ils puissent vitaliser les zones rurales par les capacités d'innovation et de renouvellement dont ils sont porteurs.

L'ENJEU DE LA COMMERCIALISATION

Parmi les lignes de fond qui ressortent de manière massive ou transversale dans le plan d'action global pour l'agriculture familiale, on trouve également une forte attention aux enjeux de la commercialisation. Les agriculteurs familiaux ne produisent en effet pas seulement pour nourrir leur famille. Ils peuvent également alimenter les campagnes et les villes avec des produits agro-écologiques, sains et diversifiés.

La durabilité de l'agriculture familiale requiert le développement d'un marché plus inclusif et équitable,

qui permette aux consommateurs d'avoir un accès stable à des produits alimentaires de qualité, mais qui assure en même temps aux agriculteurs une rémunération adéquate pour le travail qu'ils ont fourni et les investissements qu'ils ont consentis. Plusieurs voies d'action sont envisagées à cette fin, parmi lesquelles figurent en bonne place le développement des circuits courts, qui réduisent les intermédiaires dans les chaînes de commercialisation, reconnectent les producteurs avec les consommateurs et peuvent rendre le système alimentaire plus durable. •



Pour aller plus loin :
Décennie des Nations Unies pour l'agriculture
familiale 2019-2028, <http://www.fao.org/family-farming-decade/home/fr/>



CONCLUSION

Avec cette décennie, les organisations des Nations Unies donnent une nouvelle opportunité de visibilité et de soutien à l'agriculture familiale, et replacent les agricultrices et agriculteurs au cœur des systèmes alimentaires. Cette notion d'agriculture familiale est également importante pour affirmer le caractère multifonctionnel de l'agriculture car, au-delà de son rôle de production de biens économiques, l'agriculture remplit également des fonctions sociales (c'est le plus important pourvoyeur d'emploi au niveau mondial), culturelles (l'agriculture est intrinsèquement liée aux modes de vie des communautés rurales), environnementales (liens très importants entre agriculture et environnement) ; et elle permet la réalisation du droit humain à l'alimentation. En bref, l'alimentation n'est pas un bien économique comme un autre : l'activité agricole doit donc être soumise à des règles spécifiques, et les agricultures familiales doivent être valorisées et soutenues pour accomplir ses nombreuses fonctions.

Les agriculteurs familiaux sont des acteurs clés pour le développement durable. Comme le disent les Nations Unies elles-mêmes : « *En fait, rien ne se rapproche davantage du paradigme de la production alimentaire durable que l'agriculture familiale. Lorsque des politiques publiques et des programmes de développement les soutiennent énergiquement, les agriculteurs familiaux ont une capacité unique en son genre à remédier à l'échec d'un système alimentaire mondial qui, tout en produisant suffisamment de nourriture pour tous, gaspille encore aujourd'hui un tiers de la nourriture produite tout en se révélant incapable de faire reculer la famine et la malnutrition sous ses différents aspects, et creuse même les inégalités sociales* ».

Tout est dit : les agricultures familiales font intrinsèquement partie de la solution pour des systèmes alimentaires durables... Espérons que cette décennie permettra de faire entendre ce message qui, s'il commence à faire parler de lui, doit encore largement gagner en ampleur.



© Iles de Paix

UN NOUVEAU PARTENAIRE POUR LA LOGISTIQUE DE LA CAMPAGNE ILES DE PAIX

La campagne de récolte de fonds et de sensibilisation annuelle est un moment important dans la vie d'Iles de Paix, mais aussi essentiel pour sa santé financière et donc pour les bénéficiaires de son travail dans les pays du Sud. C'est aussi un chantier logistique colossal avec des centaines de milliers d'objets (modules, bracelets, sacs, etc.) à répartir à des milliers de bénévoles.

« Jusqu'à présent, » explique Kathia Morano, responsable de la récolte de fonds et de la communication chez Iles de Paix, « nous travaillons avec une dizaine de conditionneurs bénévoles (ateliers protégés, centres de jour, etc.) de Wallonie et de Bruxelles. L'objectif était d'offrir une activité répétitive et facile à expliquer, permettant aux éducateurs de créer une animation autour du projet Iles de Paix. Chaque conditionneur s'appropriait le projet grâce à ce moment collectif assurant une mission à finalité positive. »



© Iles de Paix



Iles de Paix a souhaité aller un pas plus loin en s'interrogeant plus largement sur l'impact que l'organisation pouvait avoir en termes d'engagement social et sociétal. Et de se rendre compte qu'il existait diverses Entreprises de Travail Adapté (ETA) susceptibles de réaliser ces tâches en mettant à l'emploi – à travers un contrat de travail – des personnes souffrant d'un handicap. Qui plus est, ces entreprises subissent souvent des phases de petit chômage économique, avec des conséquences difficiles à gérer humainement et financièrement.

Le travail de longue haleine proposé par Iles de Paix cadre donc bien avec les activités des ETA. « *Nous avons rencontré plusieurs organisations de ce secteur avec l'envie de construire un partenariat sur le long terme, au-delà d'une simple relation client-fournisseur. L'entreprise Travie (lire par ailleurs) a rencontré nos aspirations avec enthousiasme, apportant de nouvelles idées et répondant aussi à nos souhaits en matière de développement durable.* »

TRAVIE PARTAGE LES VALEURS D'ILES DE PAIX

C'est donc Travie qui assure désormais la logistique de la campagne d'Iles de Paix. Cette Entreprise de Travail Adapté (ETA) bruxelloise emploie 400 personnes, parmi lesquelles 335 personnes souffrant principalement d'un handicap mental. « *Nous aimons construire des solutions avec nos partenaires* » souligne Jean-François Ghys, le directeur de Travie qui a choisi de changer radicalement de carrière il y a 5 ans pour rejoindre une entreprise dont l'objet social a du sens.

« *Nous partageons aussi les valeurs d'Iles de Paix et notre approche est différente de celle prévalant dans le secteur marchand. Nous n'avons pas d'actionnaire à rétribuer. Nous basons nos prix sur les rémunérations – en partie subsidiées – de nos travailleurs.* »

Travie a trouvé une formule bannissant le plastique à usage unique, le grand défi logistique que s'était fixé Iles de Paix pour la prochaine campagne. Dorénavant, les objets (modules, bracelets, etc.) seront conditionnés avec des cartonnettes. Un nouveau packaging, des nouveaux objets plus écologiques (que nous présenterons dans le prochain Transitions) et un nouveau partenariat pour la logistique plein de sens : la prochaine campagne de récolte de fonds et de sensibilisation s'annonce exceptionnelle ! •

CHIFFRES



150.000
POCHETTES DE
MODULES

SOIT

600.000
MODULES



111.000
BRACELETS

Et d'autres objets surprises que nous annoncerons dans le Transitions de décembre !

OUTILS PÉDAGOGIQUES DE LA RENTRÉE

Ce ne sont pas uniquement les thermomètres qui ont chauffé cet été ! **Iles de Paix a mis les bouchées doubles pour proposer des nouveautés en termes d'Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire pour la rentrée. Histoires, reportages, animations et autres ressources pédagogiques ont vu le jour au cours de ces derniers mois. En voici un rapide aperçu...**

MATERNEL

PHOTO-LANGAGE :

NATHALIE AU PAYS SOMBA

Ce photo-langage, accompagné de son dossier pédagogique, permettra de découvrir le quotidien d'une enfant au Bénin avec les tout petits ! Nathalie les emmènera avec elle à travers son quotidien... Entre l'école, le potager et les tâches quotidiennes, cette jeune Béninoise a une vie bien remplie !

PRIMAIRE

HISTOIRE :

ROSE ET ROMARIN À TRAVERS CHAMPS

Rose et Romarin jouent au ballon, quand tout à coup, celui-ci atterrit au beau milieu d'un champ de blé. Les deux amis essayent de retrouver leur chemin mais tout se ressemble ! Ils s'imaginent alors partir à la rencontre d'agriculteurs aux quatre coins du monde... Cette nouvelle histoire illustrée et son guide pédagogique permettent d'aborder la question de la diversité en classe.

CALENDRIER DE LA CITOYENNETÉ

Ce calendrier, à afficher en classe, est l'incontournable de la rentrée ! Il permet d'aborder chaque semaine une thématique de citoyenneté et rythmera l'année scolaire au travers d'articles, d'activités et d'histoires.

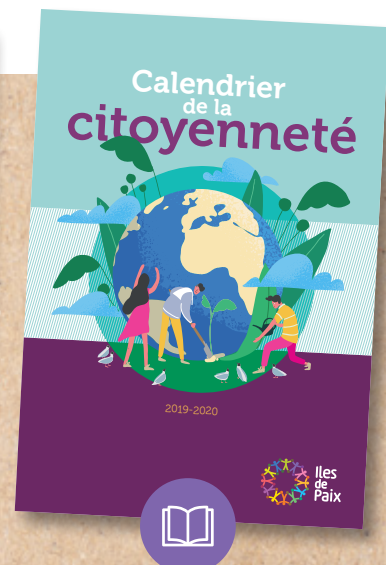
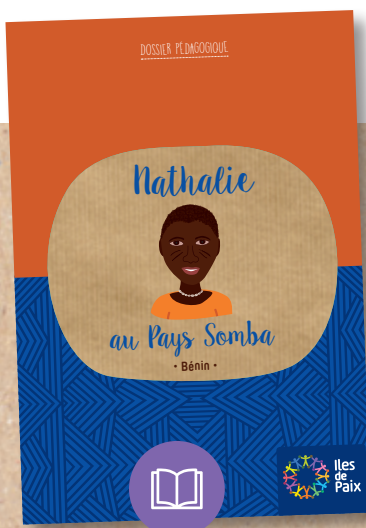
PRIMAIRE/SECONDAIRE

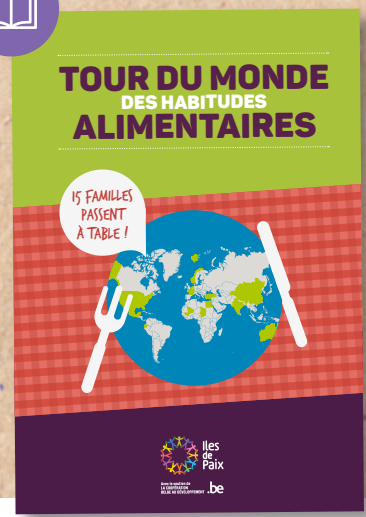
REPORTAGE : COMMENT PRODUIRE, COMMERCIALISER ET CONSOMMER AUTREMENT - UN EXEMPLE AU PÉROU

D'où vient le contenu de notre assiette ? Qui a produit ces pommes de terre ? Comment être certain que ce que l'on achète est produit sainement et durablement ? Autant de questions que chaque consommateur peut se poser et auxquelles les réponses peuvent varier... Ce reportage tente de présenter un circuit de commercialisation alternatif au Pérou !

EXPOSITION : TOUR DU MONDE DES HABITUDES ALIMENTAIRES

Une exposition. Quinze familles. Et les aliments qu'ils consomment en une semaine.





➔ Tous les outils pédagogiques d'Iles de Paix sont disponibles gratuitement (hors frais d'envoi) via le site internet : www.ilesdepaix.org/ecoles. Pour plus d'information, n'hésitez pas à contacter notre équipe via l'adresse education@ilesdepaix.org.

L'exposition « *Tour du monde des habitudes alimentaires* », inspirée du photographe Peter Menzel, vous invite à voyager et à mener une réflexion autour du contenu de nos assiettes. Elle met en évidence la diversité des manières de se nourrir à travers le monde. Cette exposition peut être empruntée gratuitement. De plus, des membres d'Iles de Paix peuvent se déplacer pour animer une activité autour de l'exposition !

DES FICHES DE COURS COMPLÈTES

Somo Raia ou « leçon citoyenne » en swahili, est le nom de la collection de supports de cours qu'Iles de Paix a créée ! Chaque fiche de cette collection permet, en une ou plusieurs heures de cours, de traiter une thématique prévue dans les programmes scolaires et socles de compétences tout en y ajoutant une dimension de citoyenneté mondiale et solidaire. Consultez-les et téléchargez-les gratuitement via le site web !

Nouveautés pour le secondaire : L'eau en Tanzanie et L'exode rural au Pérou

Nouveautés pour le primaire : L'eau en Tanzanie et Le compost au Bénin

SECONDAIRE

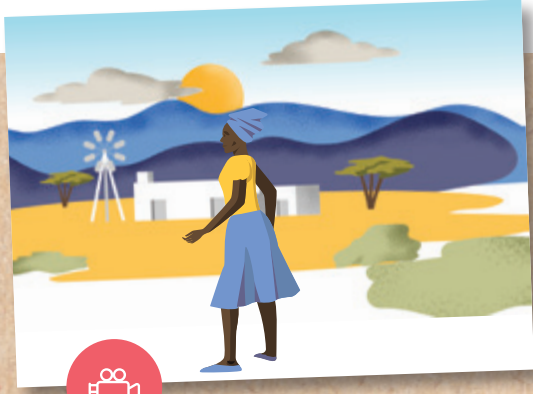
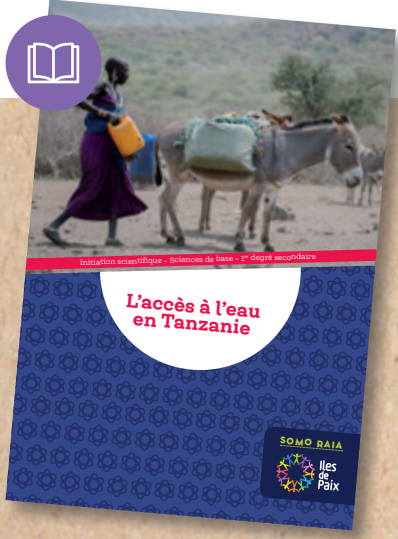
VIDÉO : LE PARADOXE DE LA FAIM

Notre planète possède toutes les ressources pour pouvoir produire de la nourriture pour chacun d'entre nous, et pourtant, aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim. 80% de ces personnes qui ont faim sont des agriculteurs, des éleveurs ou des pêcheurs... On appelle cela le paradoxe de la faim.

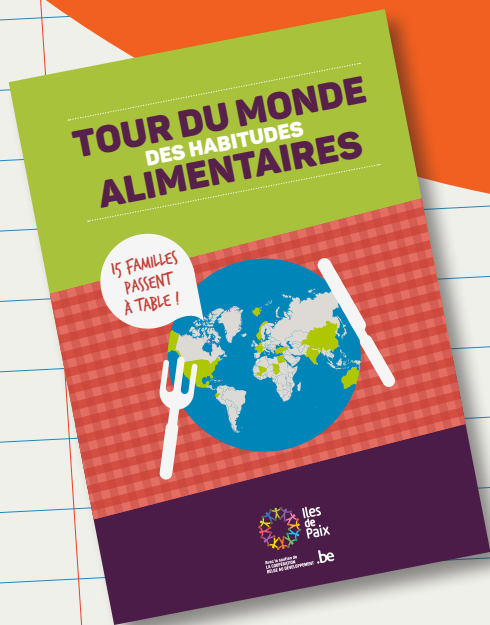
Dès octobre, une vidéo analysant les causes de ce paradoxe sera disponible sur la chaîne Youtube d'Iles de Paix.

PROGRAMMES DE RETRAITE

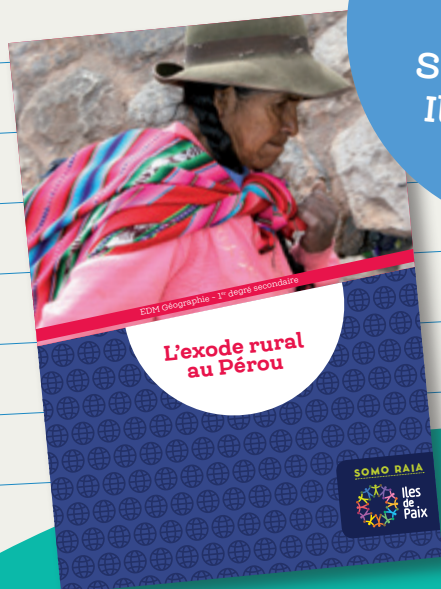
Iles de Paix peut également participer à l'organisation de retraites, par exemple en proposant des formules d'activités, des témoignages, des jeux ou moments de réflexion sur la citoyenneté mondiale et solidaire et l'agriculture familiale durable et l'alimentation responsable. •



C'est la rentrée !



• Éduquer à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire avec Iles de Paix •



Envie d'aborder la citoyenneté mondiale et solidaire en classe ?
Iles de Paix met à disposition gratuitement des outils pédagogiques adaptés à l'enseignement maternel, primaire et secondaire.

Visitez www.ilesdepaix.org pour les découvrir !